



*Au service  
des peuples  
et des nations*



Journée d'étude

# **Le Secteur de l'Éducation: Sa Gouvernance et son Rôle dans la Promotion d'une Culture de l'Intégrité**

Rabat, Mardi, 18 Juin 2013

## **Programme**

## **APERCU**

L'Instance Centrale de Prévention de la Corruption (ICPC) organise en coopération avec le Ministère de l'Education Nationale (MEN) et avec le soutien du Projet Régional pour l'intégrité et la lutte contre la corruption dans les pays arabes (ACIAC) du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) une journée d'étude sur la gouvernance du secteur de l'éducation et le rôle de ce secteur dans la promotion d'une culture de l'intégrité. La journée d'étude aura lieu le mardi 18 juin 2013 à Rabat, au Maroc et se place dans le cadre des efforts du Maroc visant à renforcer la bonne gouvernance et prévoir et combattre la corruption. Plus spécifiquement, elle vise à fournir une plateforme commune pour sensibiliser et promouvoir le dialogue autour de la prévention de la corruption et autour du secteur de l'éducation de par la réponse à une double problématique : (1) comment promouvoir l'éducation comme outil de prévention de la corruption, et (2) comment améliorer la gouvernance de ce secteur à travers l'évaluation et la réduction des risques de corruption. Les participants à la journée d'étude comprennent des représentants des instances officielles concernées, ainsi que des parlementaires, représentants de la société civile et des professionnels de l'éducation. Les résultats de cette journée permettront aux parties prenantes de mieux développer et d'appliquer diverses mesures renforçant les synergies entre les efforts nationaux pour la bonne gouvernance et ceux pour l'amélioration de la performance du secteur de l'éducation nationale.

## **I. CONTEXTE**

1. Le développement humain est défini comme étant l'expansion des choix pour toutes les personnes de la société. Cela implique que les hommes et les femmes, et plus particulièrement les pauvres et les vulnérables, sont au cœur du processus de développement. L'éducation forme une composante centrale de ce processus. Cela se manifeste notamment par le fait que l'éducation est l'un des éléments clés qui sont mesurés dans l'évaluation du niveau de développement d'un pays, comme le démontre l'Indice de Développement Humain (IDH) du PNUD.
2. Comme tous les autres secteurs, le secteur de l'éducation est vulnérable à la corruption. Cependant, ce secteur joue également un rôle unique et primordial face à la corruption. Quand la corruption touche le secteur de l'éducation, la qualité des résultats obtenus dans ce secteur est diminuée, les ressources qui lui sont disponibles sont détournées et cela contribue à l'effritement de la confiance des citoyens envers l'Etat et à l'instabilité socio-économique. Quand les valeurs de l'intégrité et de l'honnêteté ne sont pas convenablement intégrées au sein du système éducatif, cela risque fortement d'avoir un impact négatif sur les systèmes de valeurs de toute société.
3. La lutte contre la corruption dans les secteurs, y compris le secteur de l'éducation, repose essentiellement sur la mise en œuvre des évaluations (cadre général, opportunités et défis pour la mise en œuvre de réformes, cadre légal, application des lois en vigueur dans le dit secteur, etc.), un suivi assidu des progrès, l'élaboration de cartographies des risques, la réalisation de consultations extensives ainsi que sur un travail d'identification des possibles remèdes et de mécanismes de coordination nécessaires pour la mise en œuvre des réformes, similairement aux efforts actuellement mis en place par l'ICPC dans les secteurs de la santé et des transports.

4. Les zones les plus sujettes à la corruption dans le secteur de l'éducation incluent la grande et petite corruption et comprennent le financement, la construction et maintenance des infrastructures, la distribution de fournitures et de matériaux, la rédaction des manuels scolaires, le recrutement et la promotion des professeurs, les systèmes d'information, les examens et diplômes ainsi que l'accréditation des institutions<sup>1</sup>. La réduction de ces risques est un processus intrinsèquement liée à l'amélioration de la gouvernance de ce secteur. Cela implique une large participation de la société dans les prises de décisions, un état de droit juste et appliqué de manière impartiale, une transparence et un accès libre à l'information, une forte réactivité des institutions vis-à-vis des parties prenantes, des orientations consensuelles afin d'atteindre les meilleurs intérêts de tous.

5. De plus, il existe un accord sur le fait que le secteur de l'éducation est un secteur d'autant plus important pour la lutte contre la corruption de par le rôle primordial qu'il joue pour créer un environnement propice à l'intégrité et la transparence et inculquer des valeurs fondamentales tels que l'honnêteté, l'intégrité et la responsabilité pour les citoyens, et notamment les nouvelles générations. Cela peut être fait directement de par l'intégration de module pédagogiques connexes à différents niveaux du système éducatif et peut puiser des références locales, culturelles et religieuses. Cela peut également être mis en place indirectement en mettant l'accent sur des modèles (ou « *role models* ») et consacrant les concepts de citoyenneté et de respect des libertés et des droits de l'homme, et en transférant des compétences liées à la pensée critique. Le défi réside dans l'identification d'approches convenables pouvant être adoptées en accord avec la culture locale de manière durable et pouvant avoir un impact tangible.

## II. AGENDA

### 09.30 – 10.15 Séance d'ouverture

**Objectifs:** *présenter le cadre général de la journée d'étude et permettre aux organisateurs d'exposer leurs orientations et perspectives à cet égard.*

- S.E M. Abdessalam ABOUDRAR, Président de l'Instance Centrale de Prévention de la Corruption
- S.E M. Mohamed EL OUAFA, Ministre de l'Education Nationale
- M. Arkan El SEBLANI, Directeur du Projet Régional pour l'intégrité et la lutte contre la corruption dans les pays arabes du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD-ACIAC)

### 10.15 – 10.30 Pause

---

<sup>1</sup> UNDP (2011), Fighting Corruption in the Education Sector: Methods, Tools and Good Practices <http://www.undp.org/content/dam/undp/library/Democratic%20Governance/IP/Anticorruption%20Methods%20and%20Tools%20in%20Education%20Lo%20Res.pdf>

### 10.30 – 12.00 Première Séance

#### **Le secteur de l'éducation et son rôle dans le renforcement de la gouvernance et la lutte contre la corruption ainsi que les efforts du Maroc à cet égard**

**Objectif:** *fournir une plateforme commune pour discuter des liens entre le secteur de l'éducation, la bonne gouvernance et la lutte contre la corruption du point de vue du développement humain et présenter les derniers efforts déployés dans ce cadre au Maroc afin de clarifier les opportunités et défis pour leur renforcement à l'avenir.*

- **Modérateur de la session**

M. Arkan El SEBLANI, Directeur du Projet Régional pour l'intégrité et la lutte contre la corruption dans les pays arabes du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD-ACIAC)

- **Les liens entre l'éducation, la bonne gouvernance et la lutte contre la corruption du point de vue du développement humain**

M. Mustafa KHAWAJA, expert sur la gouvernance et la lutte contre la corruption

- **Les efforts entrepris par le Maroc pour l'amélioration de la gouvernance du secteur de l'éducation et l'activation de son rôle pour le renforcement d'une culture de l'intégrité**

M. Abdelali EL AKRABA, Directeur des Affaires Juridiques, Ministère de l'Education Nationale

M. Fouad CHAFIQI, Directeur des Curricula, Ministère de l'Education Nationale

- **Discussions**

### 12.00 – 13.30 Seconde Séance

#### **Vers le renforcement de la contribution du secteur de l'éducation dans les efforts de lutte contre la corruption au niveau national**

**Objectif:** *renforcer les connaissances en termes de bonnes pratiques et leçons apprises des expériences comparées dans le cadre du renforcement de la gouvernance du secteur de l'éducation et de la réduction des risques de corruption dans ce secteur, ainsi que dans le cadre de l'activation de son rôle dans le renforcement d'une culture de l'intégrité, et cela afin de mettre en place des suggestions connexes précises et identifier les différents rôles que peuvent jouer les parties prenantes dans ce cadre.*

- **Modérateur de la session**

M. Yassir CHOKAIRI, Directeur du Pôle Partenariat et Développement, ICPC

- **Bonnes pratiques et leçons apprises des expériences comparées dans le renforcement de la bonne gouvernance et la prévention de la corruption dans le secteur de l'éducation**

Mme Laetitia ANTONOWICZ, experte internationale sur l'éducation

- **Bonnes pratiques et leçons apprises des expériences comparées dans**

**l'intégration de la bonne gouvernance et de la lutte contre la corruption dans les programmes scolaires**

Dr. Muhyieddeen TOUQ, expert International sur la lutte contre la corruption

M. Azzedine AKESBI, membre de Transparency Maroc

- **Discussions**

**13.30 – 14.00**    **Pause**

**14.00 – 14.30**    **Session de clôture**

**Objectif :** *présenter les principales conclusions de la journée d'étude et identifier les étapes futures de suivi.*

- M. Younes BENAKKI, Directeur du Budget et des Affaires Générales, Ministère de l'Education Nationale
- M. Ahmed Yassine FOUKARA, Directeur du Pôle Stratégie et Etudes, ICPC
- Mme Ayshanie LABE, Représentante Résidente Adjointe, PNUD, Maroc

**14.30**            **Déjeuner**

\*\*\*